

CHAPITRE ON

Les échanges mondiaux de produits agricoles et l'Afrique

RÉSUMÉ

23

Ce chapitre retrace l'évolution du commerce agricole mondial depuis le milieu des années 1980 en mettant l'accent sur quatre grandes catégories de produits du secteur agroalimentaire : produits bruts, horticoles, semi-transformés et transformés. Il analyse ensuite les exportations africaines de produits agricoles en faisant appel à des données commerciales « miroir » (ici les importations mondiales de produits agricoles de tous les pays partenaires de l'Afrique), puis il examine rapidement les évolutions récentes des politiques agricoles de l'OCDE et leurs conséquences pour l'Afrique.

Parmi les quatre sous-secteurs agricoles, ce sont les produits transformés qui affichent le dynamisme le plus marqué dans les échanges mondiaux de produits agricoles : la croissance de leurs exportations est comparable à celle des produits non agricoles. Les échanges de produits bruts ont en revanche progressé moins rapidement, ce qui a provoqué une nette diminution de leur poids dans les exportations agricoles mondiales. Les grandes tendances de l'évolution du commerce agricole mondial au cours des 20 dernières années (1985-2005) suggèrent qu'une grande partie des échanges agroalimentaires internationaux est devenue moins tributaire des seules cultures de base pour se déplacer vers l'aval des chaînes de valeur. Cependant, même si les exportations agricoles de l'Afrique se sont diversifiées, passant des produits bruts aux produits horticoles, son secteur agroalimentaire reste fortement tributaire des sols et des conditions climatiques.

Le commerce mondial des produits agricoles est un univers changeant qui reste influencé par les subventions aux exportations, les tarifs douaniers et les subventions nationales. Les opportunités d'exportation africaines progresseraient plus rapidement si les pays développés et les pays en développement les plus avancés lançaient des initiatives conjointes pour améliorer l'accès au marché des produits africains dans le cadre des négociations actuelles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En cas de succès des négociations du Programme de Doha pour le développement, quels en seront les effets sur les pays en développement ? Il en dépendra bien évidemment de la portée des accords conclus. Et les pays africains en seront affectés différemment selon leur situation commerciale agricole nette.

INTRODUCTION

Dans l'actuel Programme de Doha pour le développement mis en place par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'agriculture est un chapitre controversé, et le résultat final des négociations en cours aura des conséquences importantes sur la croissance et le développement de l'Afrique¹. Le but de ce chapitre est d'offrir un tableau factuel complet permettant de nourrir les débats sur les échanges mondiaux de produits agricoles et leurs implications pour l'Afrique. Il examine tout d'abord les tendances du commerce agricole mondial, tout en soulignant les principales caractéristiques du commerce agricole africain, avant d'analyser les évolutions récentes des politiques agricoles de l'OCDE et leurs conséquences pour l'Afrique.

24

Conformément à la définition que donne l'OMC, l'agriculture recouvre toute la gamme des produits qui sortent de la ferme pour se retrouver dans l'assiette du consommateur. Pour simplifier les choses, les échanges de produits agricoles sont répartis dans les quatre grandes sous-catégories de la classification de Regmi *et al.* (2005) : *i*) les produits bruts (en vrac) tels que le blé ou le café ; *ii*) les produits horticoles tels que les bananes ou les fleurs coupées ; *iii*) les produits semi-transformés tels que la graisse animale ou les huiles végétales ; et *iv*) les produits transformés, qui nécessitent une transformation importante avant d'être consommés, tels que le chocolat, les boissons et la viande sur pied ou congelée.

Cette classification repose principalement sur le degré de dépendance de la production vis-à-vis des sols et des conditions climatiques. Alors que les produits des deux premières catégories dépendent totalement des caractéristiques des sols, de la géographie et des conditions climatiques, les catégories 3 et 4 sont moins tributaires de ces facteurs et peuvent, en principe, être produits à peu près n'importe où².

Toutes les statistiques commerciales présentées dans ce chapitre sont tirées de la base de données Comtrade des Nations unies. Il faut d'emblée y relever deux limites. Tout d'abord, un nombre très limité de pays d'Afrique subsaharienne (ASS) disposent de données allant du milieu des années 1980 au début des années 1990³. Pour analyser le résultat des exportations agricoles des 53 pays africains, il faut par conséquent recourir à des données commerciales « miroir » (les importations mondiales de produits agricoles de tous les pays partenaires de l'Afrique⁴). Par ailleurs, les données commerciales agrégées de l'Union européenne (UE) jusqu'en 2004 ne couvrent que les pays qui en étaient alors membres (UE-15), avant d'être élargies pour le total des 27 États membres.

LES TENDANCES DES ÉCHANGES MONDIAUX DE PRODUITS AGRICOLES

Durant la période 1985-2005, les exportations mondiales de produits agricoles (hors échanges intra-UE) ont presque quadruplé, passant de 123 à 455 milliards de dollars, soit un taux de croissance annuel cumulé d'environ 6.7 pour cent (tableau 1.1)⁵. Au cours de la même période, le total des exportations mondiales de marchandises a toutefois augmenté à un rythme plus élevé encore, puisqu'elles ont presque septuplé, passant de 1 100 à 7 500 milliards de dollars, soit un taux de croissance composé moyen de 10.2 pour cent par an. Il en résulte que la part des exportations agricoles dans les exportations totales de marchandises a chuté : 6 pour cent en 2005 contre près de 12 pour cent en 1985.

Les membres de l'UE sont de redoutables marchands qui effectuent une grande partie de leurs échanges entre eux. Comme le montre le tableau 1.1, lorsqu'on leur ajoute les échanges intra-UE, les exportations agricoles mondiales augmentent de près de 52 milliards de dollars en 1985 (42 pour cent), et de quelque 231 milliards de dollars en 2005 (51 pour cent). Les échanges intra-UE pèsent également lourd dans le total des échanges mondiaux de marchandises, mais leur part a diminué au fil du temps : 29 pour cent en 2005 contre 38 pour cent en 1985. Une

grande partie des échanges intra-UE reflétant la meilleure intégration économique et politique des membres de l'UE, le reste de l'analyse n'en tient pas compte.

Tableau 1.1. Exportations totales de marchandises et de produits agricoles, 1985-2005 (échanges intra-UE compris et non compris)

Année	Hors échanges intra EU			Échanges intra-UE compris			Nombre de pays ayant communiqué des données
	Exportations totales de produits agricoles	Exportations totales de marchandises	Agriculture Part de l'agriculture dans le total	Exportations totales de produits agricoles	Exportations totales de marchandises	Exportations totales de marchandises	
	milliards de \$	milliards de \$	%	milliards de \$	milliards de \$	%	
1985	123	1 071	11.5	175	1 477	11.9	88
1986	126	1 137	11.1	194	1 656	11.7	98
1987	134	1 335	10.1	218	1 980	11.0	95
1988	156	1 590	9.8	248	2 307	10.8	96
1989	179	1 858	9.6	274	2 628	10.4	102
1990	189	2 105	9.0	300	3 037	9.9	105
1991	190	2 208	8.6	308	3 137	9.8	103
1992	212	2 093	10.1	341	3 081	11.1	106
1993	212	2 573	8.2	327	3 411	9.6	111
1994	245	2 928	8.4	372	3 908	9.5	118
1995	290	3 464	8.4	438	4 661	9.4	134
1996	313	3 741	8.4	463	4 968	9.3	139
1997	316	3 899	8.1	456	5 124	8.9	146
1998	295	3 832	7.7	435	5 106	8.5	144
1999	277	4 006	6.9	416	5 301	7.9	152
2000	284	4 683	6.1	411	5 955	6.9	164
2001	292	4 425	6.6	423	5 719	7.4	161
2002	300	4 459	6.7	443	5 788	7.6	153
2003	352	5 166	6.8	527	6 742	7.8	149
2004	393	6 140	6.4	594	8 032	7.4	131
2005	455	7 487	6.1	686	9 631	7.1	116
Taux de croissance	6.74	10.21		7.06	9.83		

Source: Comtrade/Nations unies.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/402744604645>

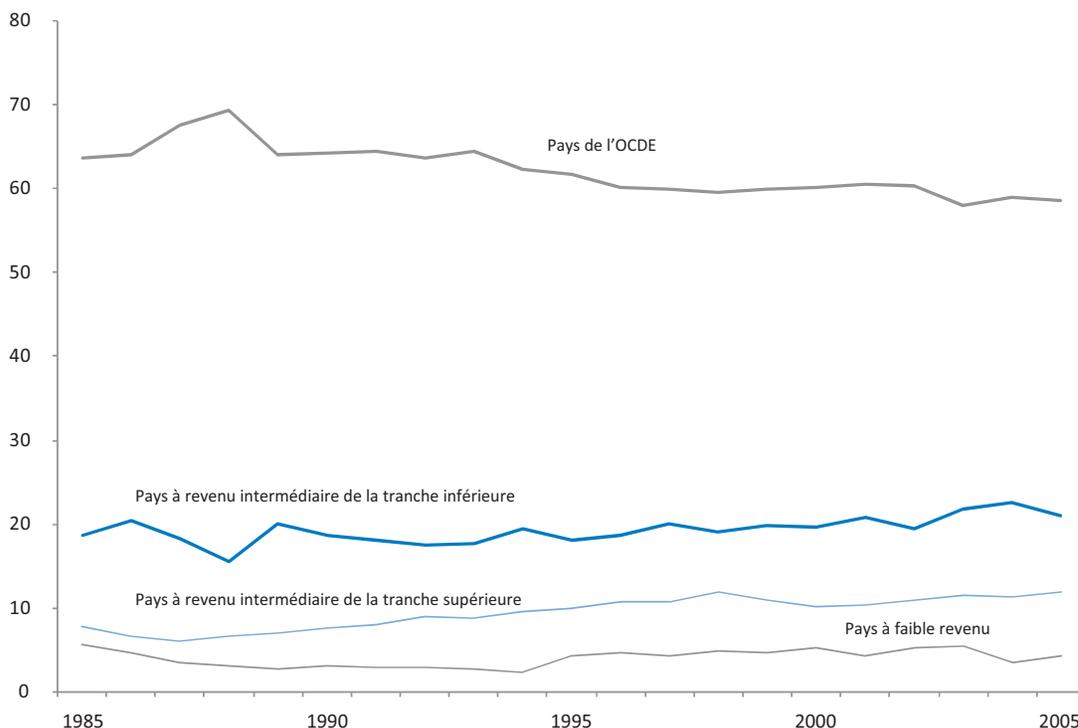
Les exportations mondiales de produits agricoles sont dominées par un petit nombre de pays de l'OCDE et d'économies émergentes

Pendant la période 1985-90, les États-Unis ont été le premier exportateur mondial de produits agricoles, leurs exportations atteignant en moyenne 36.1 milliards de dollars (environ 23 pour cent du total), suivis par l'UE-15 avec près de 32 milliards de dollars (20 pour cent du total). Avec une moyenne de 9.9 milliards de dollars, l'Australie arrivait en troisième position, suivie par le Canada et le Brésil (tableau 1.2). Les quatre principaux exportateurs (tous membres de l'OCDE) ont représenté en moyenne quelque 54 pour cent du total mondial pendant cette période. Dans l'ensemble, les 15 premiers pays exportateurs de produits agricoles (en comptant l'UE comme un seul pays) ont représenté en moyenne plus de 80 pour cent du total mondial⁶.

Vingt ans plus tard, la liste des 15 premiers pays exportateurs est pratiquement la même, à l'exception de la Colombie et de Hong-Kong (Chine) qui ont été remplacés par l'Indonésie et la Pologne. Bien que le montant des exportations de ces 15 pays de tête ait plus que doublé, leur part de marché a légèrement diminué en raison de l'augmentation des exportations des autres pays. En outre, le classement a également évolué. L'UE-15 a pris la première place devant les États-Unis, tandis que le Brésil a remplacé l'Australie en troisième position. Bien que les premiers exportateurs fassent majoritairement partie de l'OCDE, les pays en développement ont gagné du terrain, et la part des principaux exportateurs de ce groupe a légèrement progressé pour atteindre près de 22 pour cent du total.

La figure 1.1. illustre plus en détail la prédominance relative des pays de l'OCDE dans les échanges mondiaux de produits agricoles ; les pays y sont regroupés par catégories de revenus, et le groupe des 30 pays de l'UE est présenté à part⁷. À ce niveau d'agrégation, la part des exportations agricoles des pays de l'OCDE a culminé à près de 70 pour cent en 1987-88, avant de retomber à moins de 60 pour cent par la suite (figure 1.1)⁸. La part des pays à revenu élevé non membres de l'OCDE (non représentée sur la figure) a également quelque peu fléchi, passant de près de 4 pour cent en 1985 à 3 pour cent en 2005 ; et celle des pays à faible revenu est passée de près de 6 pour cent en 1985 à près de 4 pour cent en 2005. La diminution de la part de l'OCDE et des pays à revenu élevé a bénéficié aux pays à revenu intermédiaire. La part des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure a nettement augmenté — environ 12 pour cent en 2005 contre 8 pour cent en 1985 —, alors que celle des pays de la tranche inférieure n'a que légèrement progressé au cours de la même période — 21 pour cent du total contre 19 pour cent en 1985.

Figure 1.1. Part des exportations agricoles (hors échanges intra-UE) des pays par catégories de revenus



Note: La catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure n'inclut pas les données de six membres de l'OCDE.

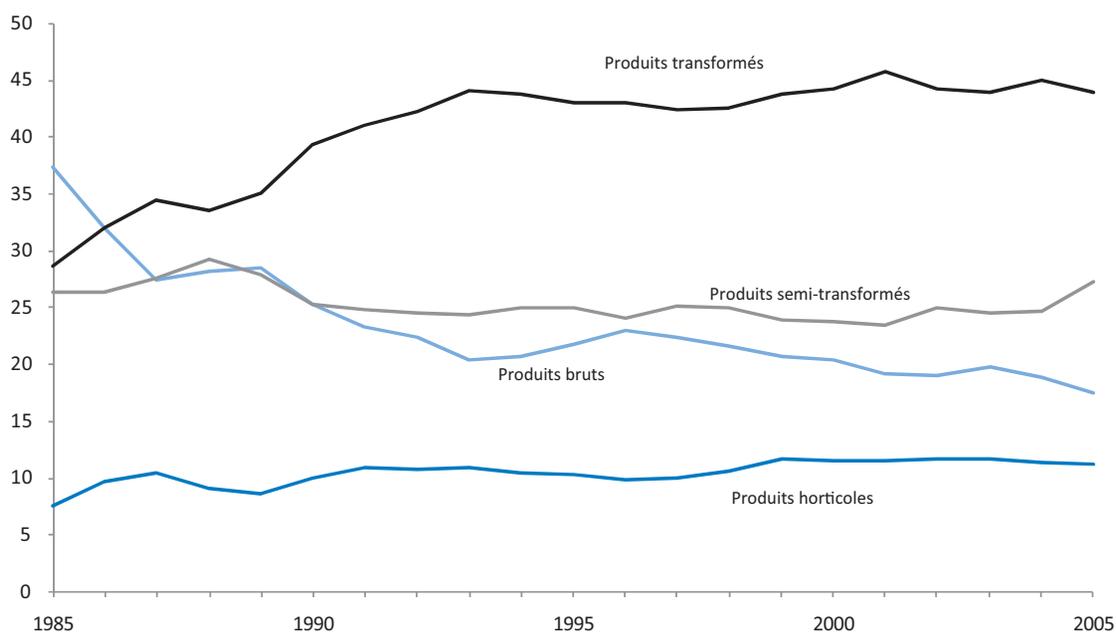
Source: COMTRADE/Nations unies.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/402388282520>

Certains produits agricoles sont plus performants que d'autres

Si les exportations agricoles ont crû globalement depuis 20 ans, la valeur des exportations de chacune des quatre sous-catégories — produits bruts, horticoles, semi-transformés et transformés — a également augmenté, mais à des rythmes très différents (figure 1.2). Bien que les deux premiers grandes catégories de produits, bruts et horticoles, soient fortement tributaires des sols et des conditions climatiques, leur croissance respective a connu des évolutions assez divergentes : les exportations de produits bruts ont progressé à un taux annuel de 2.8 pour cent, alors que celles des produits horticoles ont augmenté beaucoup plus rapidement : 8.9 pour cent par an.

Figure 1.2. Part des exportations agricoles (hors échanges intra-UE) par catégorie de produits, 1985-2005



Source: COMTRADE/Nations unies.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/402403212857>

Dans le groupe des biens peu dépendants des conditions climatiques, les exportations de produits semi-transformés ont progressé à un rythme annuel de 6.9 pour cent, pour atteindre près de 124 milliards de dollars en 2005, ce qui a peu modifié leur poids dans les exportations totales de produits agricoles. Quant aux exportations de produits transformés, leur valeur a plus que quintuplé — près de 200 milliards de dollars en 2005 contre 35 milliards en 1985 —, et leur part dans les exportations mondiales de produits agricoles est passée de 29 à 44 pour cent. Le taux de croissance annuel moyen de ces produits transformés — 9.1 pour cent par an — est comparable à celui des exportations totales de marchandises.

Les pays de l'OCDE sont les premiers exportateurs de produits agricoles bruts — 39.3 milliards de dollars en 2005 (figure 1.3) —, mais leur part dans le total mondial des exportations a sensiblement diminué : 49 pour cent en 2005 contre 61 pour cent en 1985. Les exportations de produits bruts des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont pour leur part augmenté, atteignant 24 milliards de dollars, soit 28 pour cent du total mondial en 2005 contre 7 pour cent en 1985. Les exportations des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ont également augmenté à un rythme plus élevé que celles des pays de l'OCDE, atteignant 9 milliards de dollars en 2005 pour chacun de ces groupes.

Tableau 1.2. Palmarès des pays exportateurs de produits agroalimentaires, moyennes 1985-90 et 2000-05

Données excluant les échanges intra-UE Moyenne 1985-90#				Données excluant les échanges intra-UE Moyenne 2000-05#			
	Économie	milliards de \$	Part (%)		Économie	milliards de \$	Part (%)
1	États-Unis	36.05	22.95	1	EU-15 dont	65.91	18.55
2	EU-15 dont	31.50	20.03		France	11.64	3.28
	France	7.40	4.70		Allemagne	10.18	2.87
	Pays-Bas	4.49	2.86		Pays-Bas	9.68	2.73
	Allemagne*	4.23	2.69		Italie	7.31	2.06
	Royaume-Uni	4.23	2.69		Royaume-Uni	6.92	1.95
	Italie	2.67	1.70		Danemark	4.83	1.36
	Danemark	2.56	1.63	2	États-Unis	62.03	17.46
3	Australie	9.87	6.27	3	Brésil	20.88	5.88
4	Canada	7.69	4.89	4	Canada	18.86	5.31
5	Brésil	6.89	4.38	5	Australie	16.73	4.71
6	Chine	6.52	4.14	6	Chine	15.18	4.27
7	Argentine	4.68	2.98	7	Argentine	13.52	3.81
8	Nouvelle-Zélande	4.54	2.89	8	Mexique	8.89	2.50
9	Thaïlande	3.71	2.36	9	Nouvelle-Zélande	8.64	2.43
10	Malaisie	2.85	1.81	10	Thaïlande	7.81	2.20
11	Mexique	2.55	1.62	11	Malaisie	7.80	2.19
12	Colombie	2.54	1.62	12	Inde	6.42	1.81
13	Hong Kong (Chine)	2.54	1.61	13	Indonésie	5.27	1.48
14	Turquie	2.41	1.53	14	Turquie	4.80	1.35
15	Inde	2.38	1.51	15	Pologne	4.64	1.31
	Total de ces économies	126.76	80.60		Total de ces économies	267.38	75.27

Notes : # Moyenne nationale calculée à partir des années pour lesquelles les données étaient disponibles.

* Sans les données de la République démocratique allemande.

Source: COMTRADE/Nations unies.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/402773085385>

En considérant individuellement les pays (l'UE-15 étant toujours considérée comme un seul pays), les États-Unis, le Canada et l'UE-15 sont les premiers exportateurs de produits bruts, leurs exportations annuelles atteignant respectivement une valeur moyenne de 17.4, 3.9 et 3.4 milliards de dollars au cours de la période 1985-90, soit plus de la moitié de la moyenne mondiale des exportations de cette période (tableau 1.3). Bien que de nombreux pays exportent des produits bruts, ce sont les exportateurs en tête du tableau qui effectuent la majeure partie des échanges, en moyenne 92 pour cent du total mondial. Au cours de la période 2000-05, le Brésil a remplacé le Canada en deuxième position, alors que l'Argentine et l'Australie ont dépassé l'UE-15. Non seulement le classement des pays a changé avec le temps, mais le poids des premiers pays exportateurs a également diminué : les trois premiers exportateurs ne représentaient plus que 45 pour cent du total en 2005, et l'ensemble des pays figurant dans le tableau (y compris les trois premiers), 85 pour cent. Dans le cadre de cette tendance générale, les pays de l'OCDE ont perdu des places au classement : ils ne sont plus que cinq à figurer parmi les 20 premiers exportateurs de produits agricoles bruts. Autrement dit, si les pays de l'OCDE dominent encore les exportations totales de produits agricoles, la proportion des produits agricoles bruts exportés par les pays en développement a augmenté.

Tableau 1.3. Palmarès des pays exportateurs de produits bruts et horticoles, moyennes 1985-90 et 2000-05

Moyenne des produits bruts 1985-90#			Moyenne des produits bruts 2000-05#		
	millions de \$	Part (%)		millions de \$	Part (%)
États-Unis	17 407	37.3	États-Unis	20 686	30.0
Canada	3 857	8.3	Brésil	6 356	9.2
EU-15 dont	3 352	7.2	Canada	4 221	6.1
France	1 356	2.9	Argentine	4 156	6.0
Royaume-Uni	547	1.2	Australie	4 078	5.9
Allemagne*	533	1.1	EU-15 dont	3 426	5.0
Australie	2 464	5.3	France	1 241	1.8
Brésil	2 253	4.8	Allemagne	897	1.3
Colombie	1 917	4.1	Chine	2 379	3.5
Argentine	1 916	4.1	Inde	2 344	3.4
Chine	1 837	3.9	Thaïlande	2 134	3.1
Thaïlande	1 376	3.0	Côte d'Ivoire	1 729	2.5
Côte d'Ivoire	1 363	2.9	Vietnam	1 196	1.7
Inde	1 139	2.4	Colombie	987	1.4
Pakistan	854	1.8	Fédération de Russie	837	1.2
Mexique	692	1.5	Pakistan	826	1.2
Indonésie	588	1.3	Indonésie	759	1.1
Kenya	527	1.1	Sri Lanka	718	1.0
Sri Lanka	406	0.9	Ukraine	708	1.0
Paraguay	389	0.8	Ghana	660	1.0
Zimbabwe	377	0.8	Paraguay	603	0.9
Total de ce qui précède	42 714	91.6	Total de ce qui précède	58 803	85.3

Notes : # Moyenne nationale calculée à partir des années pour lesquelles les données étaient disponibles.

*Sans les données de la République démocratique allemande.

Moyenne des produits horticoles 1985-90#			Moyenne des produits horticoles 2000-05#		
	millions de \$	Part (%)		millions de \$	Part (%)
États-Unis	2 444	16.6	États-Unis	6 565	16.1
EU15 dont	1 744	11.8	EU-15 dont	5 487	13.5
Pays-Bas	607	4.1	Pays-Bas	2 182	5.4
Italie	316	2.1	Espagne	928	2.3
Turquie	832	5.6	Italie	777	1.9
Thaïlande	779	5.3	Mexique	3 311	8.1
Mexique	768	5.2	Chine	1 854	4.6
Chili	512	3.5	Turquie	1 775	4.4
Inde	507	3.4	Chili	1 530	3.8
Chine	477	3.2	Équateur	1 324	3.3
Israël	441	3.0	Colombie	1 189	2.9
Nouvelle-Zélande	422	2.9	Canada	1 115	2.7
Colombie	421	2.9	Inde	1 037	2.5
Costa Rica	361	2.4	Costa Rica	1 033	2.5
Indonésie	305	2.1	Afrique du Sud	919	2.3
Singapour	280	1.9	Rép. islamique d'Iran	868	2.1
Équateur	280	1.9	Nouvelle-Zélande	788	1.9
Brésil	275	1.9	Thaïlande	661	1.6
Maroc	273	1.8	Argentine	637	1.6
Honduras	253	1.7	Israël	629	1.5
Philippines	251	1.7	Brésil	600	1.5
Total de ce qui précède	11 626	78.7	Total de ce qui précède	31 324	77.0

Moyenne nationale calculée à partir des années pour lesquelles les données étaient disponibles.

Source: Comtrade/Nations unies.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/402777335665>

Pour la période 1985-90, trois pays d'Afrique subsaharienne figurent parmi les 20 premiers pays exportateurs de produits bruts. Seule la Côte d'Ivoire fait encore partie de cette liste pendant la deuxième période : le Kenya et le Zimbabwe l'ont quittée, mais le Ghana y a fait son entrée. Pour la deuxième période, le Kenya et le Cameroun figurent parmi les principaux exportateurs africains de produits bruts, avec une moyenne annuelle atteignant respectivement près de 500 millions de dollars et 346 millions de dollars.

Les produits horticoles sont eux aussi relativement tributaires du lieu de production, c'est-à-dire qu'ils sont relativement dépendants des sols et des conditions climatiques. Comme on l'a relevé, les échanges ont été beaucoup plus dynamiques dans cette catégorie que pour celle des produits bruts. Même si les pays de l'OCDE dominent les exportations horticoles, avec un total de 28 milliards de dollars en 2005, ce sont les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure qui ont enregistré la croissance la plus forte, avec un taux annuel de 10.6 pour cent et des exportations atteignant 6.2 milliards de dollars en 2005 (figure 1.3). Mais ces pays ne représentent que 12 pour cent du total des exportations, alors que les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, dont les exportations dépassent 12 milliards de dollars, représentent désormais 24 pour cent du même total. Quant aux pays à faible revenu, si le total de leurs exportations horticoles a triplé pour atteindre 2.7 milliards de dollars, leur taux de croissance est resté inférieur à celui des autres groupes, ce qui a réduit leur part dans le marché mondial.

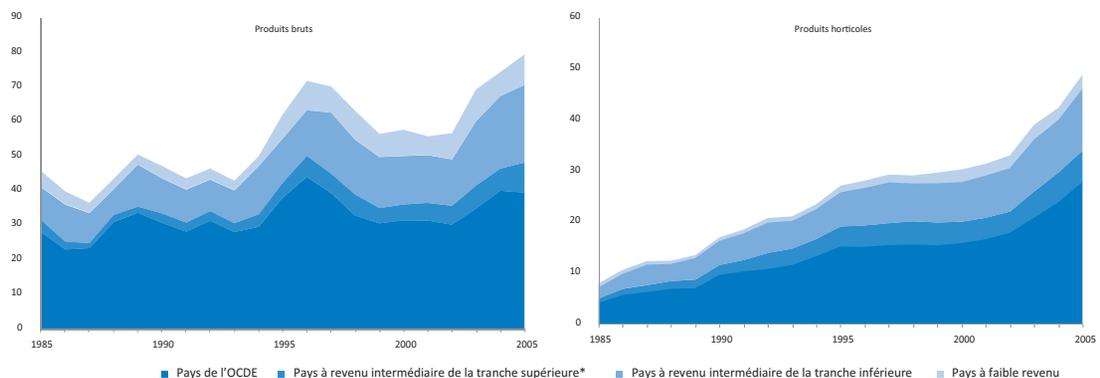
Comme pour les produits agricoles bruts, les États-Unis sont le premier exportateur mondial de produits horticoles, avec une moyenne annuelle de 2.4 milliards de dollars pour la période

1985-90 et de 6.6 milliards de dollars pour la période 2000-05, soit 16 pour cent du total mondial. Le classement des principaux exportateurs de produits horticoles a changé au fil du temps, mais dans l'ensemble, et contrairement à ce qu'on observe pour les échanges de produits bruts, la part relative des pays de l'OCDE a augmenté : 55 pour cent en 2005 contre 46 pour cent en 1985.

Les exportations de produits horticoles des pays africains ont connu une croissance très rapide pendant la période 1985-90, mais seule l'Afrique du Sud figure parmi les 20 premiers exportateurs pour la période 2000-05, avec une part de marché moyenne de 2.3 pour cent. Les autres pays africains grands exportateurs de produits horticoles sont le Maroc, avec une moyenne de 511 millions de dollars, soit 1.3 pour cent de part de marché, le Kenya (319 millions de dollars et 0.8 pour cent de part de marché) et la Côte d'Ivoire (202 millions de dollars et 0.5 pour cent de part de marché).

Les produits semi-transformés constituent la troisième sous-catégorie des produits agricoles ; ce sont des produits peu dépendants des conditions climatiques, et les principaux intrants requis pour leur production peuvent être importés. Ce groupe de produits constitue la deuxième sous-catégorie d'exportations agricoles en importance. Les exportations des pays de l'OCDE (pris collectivement) dans ce segment ont augmenté de 6.4 pour cent par an, pour atteindre 67.5 milliards de dollars en 2005 (figure 1.4). Les exportations des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ont quintuplé et atteint 21.8 milliards de dollars, ce qui représente un taux de croissance de 8.7 pour cent par an. La part de l'OCDE dans le total mondial est par conséquent tombée à 54 pour cent, une baisse de 6 pour cent, alors que celle des pays en développement à revenu intermédiaire de la tranche supérieure a augmenté de 5 points, à 18 pour cent du total en 2005. Enfin, les exportations de produits semi-transformés des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont plus que triplé au cours de la période, pour atteindre 21.5 milliards de dollars, soit 17 pour cent de part de marché, tandis que celles des pays à faible revenu ont atteint quelque 5 milliards de dollars, soit 4 pour cent de part de marché.

Figure 1.3. Exportations de produits bruts et horticoles des différents groupes de pays, 1985-2005 (milliards de \$)



* Six membres de l'OCDE ne sont pas inclus.

Source: Comtrade/Nations unies.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/402468551545>

L'UE-15 et les États-Unis sont les deux premiers exportateurs mondiaux de produits semi-transformés. Pendant la période 2000-05, les exportations de l'UE-15 ont atteint une moyenne annuelle de 15.1 milliards de dollars, et celles des États-Unis, 13.6 milliards de dollars (tableau 1.4). Les pays de l'OCDE sont des exportateurs importants : 11 d'entre eux figurent parmi les 20 premiers exportateurs mondiaux entre 2000 et 2005. Il en va tout autrement de l'ASS : aucun pays de cette région ne fait partie de cette liste. Les pays exportateurs les

plus importants de cette région sont l'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire, avec des exportations s'élevant respectivement à 487 et 476 milliards de dollars, ce qui les place aux 36^e et 37^e rangs mondiaux, avec chacune une part de marché de 0.5 pour cent.

Tableau 1.4. Palmarès des pays exportateurs de produits semi-transformés et transformés, moyennes 1985-90 et 2000-05

Moyenne des produits semi-transformés 1985-90#			Moyenne des produits semi-transformés 2000-05#		
	millions de \$	Part (%)		millions de \$	Part (%)
États-Unis	8 192	19.4	États-Unis	6 565	16.1
EU-15 dont	6 875	16.3	EU-15 dont	5 487	13.5
Allemagne*	1 408	3.3	Pays-Bas	2 182	5.4
France	1 096	2.6	Espagne	928	2.3
Pays-Bas	1 051	2.5	Italie	777	1.9
Italie	739	1.8	Mexique	3 311	8.1
Royaume-Uni	591	1.4	Chine	1 854	4.6
Australie	4 003	9.5	Turquie	1 775	4.4
Chine	2 601	6.2	Chili	1 530	3.8
Malaisie	2 232	5.3	Équateur	1 324	3.3
Brésil	2 151	5.1	Colombie	1 189	2.9
Argentine	1 671	4.0	Canada	1 115	2.7
Nouvelle-Zélande	1 669	4.0	Inde	1 037	2.5
Canada	1 519	3.6	Costa Rica	1 033	2.5
Hong Kong (Chine)	972	2.3	Afrique du Sud	919	2.3
Singapour	905	2.1	Rép. islamique d'Iran	868	2.1
Indonésie	862	2.0	Nouvelle-Zélande	788	1.9
Turquie	731	1.7	Thaïlande	661	1.6
Japon	630	1.5	Argentine	637	1.6
Philippines	564	1.3	Israël	629	1.5
Chili	545	1.3	Brésil	600	1.5
Total de ce qui précède	36 122	85.6	Total de ce qui précède	31 324	77.0

Moyenne des produits transformés 1985-90#			Moyenne des produits transformés 2000-05#		
	millions de \$	Part (%)		millions de \$	Part (%)
EU-15 dont	19 534	36.3	EU15 of which	41 866	26.6
France	4 720	8.8	France	8 223	5.2
Royaume-Uni	3 062	5.7	Royaume-Uni	5 520	3.5
Pays-Bas	2 774	5.2	Allemagne	5 237	3.3
Allemagne*	2 140	4.0	Pays-Bas	5 106	3.2
Danemark	1 930	3.6	Italie	4 766	3.0
Italie	1 403	2.6	Danemark	3 512	2.2
Irlande	955	1.8	Belgique Luxembourg	2 219	1.4
Espagne	834	1.6	États-Unis	21 144	13.5
États-Unis	8 044	15.0	Brésil	9 220	5.9

Australie	3 178	5.9	Canada	9 067	5.8
Nouvelle-Zélande	2 431	4.5	Australie	8 088	5.1
Brésil	2 213	4.1	Chine	7 268	4.6
Canada	2 092	3.9	Nouvelle-Zélande	6 247	4.0
Chine	1 600	3.0	Mexique	4 154	2.6
Hong Kong (Chine)	1 256	2.3	Thaïlande	3 791	2.4
Taipei chinois	1 229	2.3	Pologne	3 299	2.1
Thaïlande	1 178	2.2	Argentine	2 611	1.7
Suisse	1 158	2.2	Suisse	2 332	1.5
Argentine	904	1.7	Hong Kong (Chine)	2 158	1.4
Singapour	694	1.3	Singapour	2 040	1.3
Total de ce qui précède	45 513	84.7	Total de ce qui précède	123 286	78.5

Moyenne nationale calculée à partir des années pour lesquelles les données étaient disponibles.

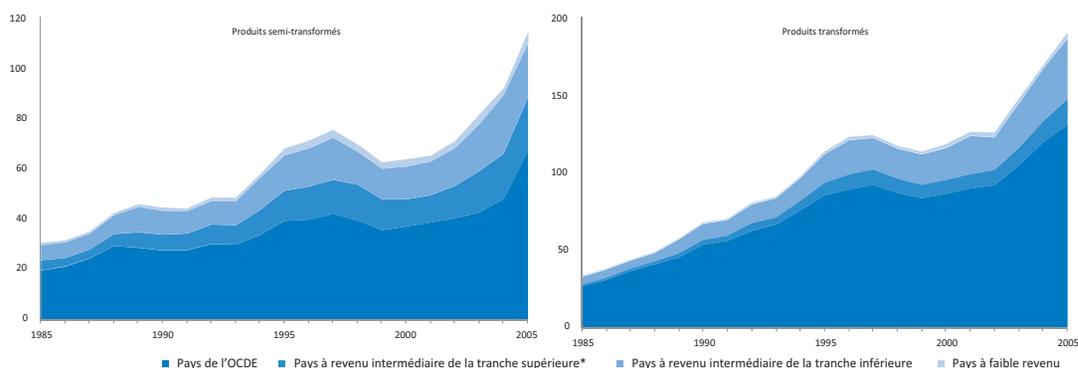
* Sans les données de la République démocratique allemande.

Source: Comtrade/Nations unies.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/402837738674>

La dernière sous-catégorie de produits agricoles recouvre les produits qui ont subi le plus haut degré de transformation ou de traitement avant consommation. Leur production n'est pas étroitement liée au lieu ni réellement tributaire des conditions climatiques ; la plupart des intrants requis peuvent provenir de pratiquement n'importe où, et les décisions d'implantation des entreprises sont motivées par d'autres considérations. C'est ce groupe de produits qui pèse le plus lourd dans les exportations de produits agricoles et qui affiche le plus fort taux de croissance. Les exportations de produits transformés des pays de l'OCDE ont progressé de 8.3 pour cent par an depuis 1985, pour atteindre 132 milliards de dollars en 2005 (figure 1.4). Cependant, bien que partant d'un niveau plus bas, les exportations de produits agricoles transformés des pays à revenu intermédiaire des tranches inférieure et supérieure ont enregistré un taux de croissance à deux chiffres, respectivement 10.9 et 14 pour cent par an en moyenne, pour atteindre 39.2 et 17.2 milliards de dollars. Quant aux pays à faible revenu, même si leurs exportations ont elles aussi connu des taux de croissance à deux chiffres, 10.2 pour cent par an en moyenne, elles atteignent seulement 3.6 milliards de dollars, soit moins de 2 pour cent de parts de marché. D'une façon générale, ces derniers pays détiennent une part de marché plus importante pour les produits bruts et horticoles, qui dépendent davantage des sols, que pour les produits plus dérivés de la ferme et plus proches de l'assiette du consommateur.

Les pays de l'OCDE dominent les échanges des produits transformés : 13 de ces pays figurent parmi les 20 premiers exportateurs (tableau 1.4). Pendant la période 2000-05, les exportations des pays de l'OCDE ont atteint en moyenne plus de 104 milliards de dollars par an, soit 68 pour cent du total mondial. Cependant, en raison des très hauts taux de croissance de leurs exportations de produits transformés, les pays en développement gagnent du terrain. Les produits transformés sont ainsi devenus le premier segment d'exportation des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, devant les produits bruts et semi-transformés.

Figure 1.4. Exportations de produits semi-transformés et transformés par groupes de pays, 1985-2005 (milliards de \$)

* Six membres de l'OCDE ne sont pas inclus.

Source: Comtrade/Nations unies.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/402518073468>

Aucun pays d'ASS ne figure parmi les premiers exportateurs de produits transformés. Le principal exportateur dans cette catégorie de produits est l'Afrique du Sud, avec une moyenne annuelle de 1.4 milliard de dollars pour la période 2000-05, soit un peu moins de 1 pour cent du total mondial. Le second exportateur en importance de la région est Maurice, avec une moyenne de 313 millions par an, pour une part de marché de 0.2 pour cent, ce qui le place au 59^e rang mondial.

Les produits agricoles spécifiques exportés par les pays d'Afrique subsaharienne

En 2000, en valeur, le premier produit agricole exporté par l'ASS était le café : 22 pays de la région l'exportaient, pour un montant de 758 millions de dollars (soit 8.6 pour cent du total des exportations agricoles de l'ASS). Puis venaient le coton, lui aussi exporté par 22 pays d'ASS, pour un montant de 688 millions de dollars (7.8 pour cent), le tabac, exporté par 13 pays, pour un montant de 628 millions de dollars (7.1 pour cent), et le thé, exporté par 22 pays, pour un montant de 614 millions de dollars (7 pour cent). Cinq ans plus tard, seul le coton figurait encore parmi les quatre principaux produits agricoles exportés, et ces exportations étaient assurées par un plus petit nombre de pays. La première place n'était plus occupée par le café mais par les fèves de cacao, exportées par 11 pays, pour un montant de 2.5 milliards de dollars (16.6 pour cent du total). Le coton, toujours au deuxième rang, était exporté par 19 pays au lieu de 22 : ses exportations avaient augmenté, pour atteindre 779 millions de dollars, mais sa part avait chuté à 5.2 pour cent. En lieu et place du tabac et du thé, le sucre et le vin venaient aux troisième et quatrième rangs : ils étaient respectivement exportés par 17 et 18 pays, pour des montants de 726 et de 603 millions de dollars.

D'une façon générale, les données sur les exportations traduisent l'ampleur de la mondialisation, les parts de marché des pays exportateurs les plus importants tendant à décliner avec le temps. Davantage de pays se disputent les marchés agricoles d'exportation et sont entrés sur les marchés mondiaux, tandis que les pays exportateurs classés au-delà du 20^e rang sont devenus plus compétitifs et ont accru leurs parts de marché. Globalement, la part des exportations des pays de l'OCDE a diminué dans trois des quatre grandes sous-catégories considérées (les produits horticoles constituant l'exception). Les données indiquent toutefois que, en dépit des réformes des politiques survenues depuis le milieu des années 1990 et de la mise en œuvre de l'accord sur l'agriculture conclu lors du cycle de l'Uruguay (AACU), les échanges agricoles restent dominés par un nombre relativement restreint de pays : dans chacun des quatre segments examinés, les 20 premiers exportateurs contrôlent plus de 70 pour cent des exportations.

Les pays d'ASS ont intensifié leurs exportations de produits agricoles avec des taux de croissance supérieurs à la moyenne, mais leur part du marché mondial reste assez faible. D'après les moyennes de la période 2000-05, les pays exportateurs les plus importants d'ASS étaient l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire et le Ghana, ces trois pays représentant environ 56 pour cent du total des exportations de l'ASS.

LES TENDANCES DES IMPORTATIONS MONDIALES DE PRODUITS AGRICOLES AFRICAINS

Cette analyse des résultats des exportations agricoles des 53 pays africains recourt à des données commerciales « miroir » (les importations totales de produits agricoles de tous les pays partenaires de l'Afrique). Ses conclusions font ressortir plusieurs caractéristiques fondamentales des échanges agricoles africains⁹.

35

En premier lieu, si les pays africains participent à l'intensification des échanges mondiaux de produits agricoles, leur contribution est relativement modeste. La part des produits africains dans les importations agricoles mondiales a diminué : 3.2 pour cent en 2006 contre 5.4 pour cent en 1985 (tableau 1.5, colonne D). Par ailleurs, la part des exportations africaines dans les importations mondiales de marchandises a touché le fond à la fin des années 1990, avant de remonter la pente. Les exportations présentent donc des tendances contrastées selon qu'on s'intéresse à l'ensemble des marchandises ou à celui des produits agricoles ; cela illustre le fait qu'en Afrique les échanges en sont venus à se concentrer de façon disproportionnée sur des produits non agricoles, en particulier le pétrole et autres minerais au cours de la période 2000-06 (tableau 1.5, colonne E).

Deuxièmement, la composition des exportations du secteur agricole africain a connu des changements majeurs : les produits bruts ont reculé au profit des produits horticoles et, dans une moindre mesure, des produits transformés (figure 1.5). Cependant, comme le montre clairement la figure 1.2, les importations mondiales de produits agricoles en provenance d'Afrique restent bien davantage constituées de produits bruts et horticoles que ce qu'indique la composition globale des exportations mondiales de produits agricoles. Cela suggère que les produits agricoles exportés par l'Afrique demeurent fortement tributaires des sols et des conditions climatiques.

Troisièmement, les exportations de produits agricoles africains sont très concentrées au départ d'un petit nombre de pays (tableau 1.6). Les données de la période 2000-06 montrent que l'Afrique du Sud s'est imposée comme le plus important fournisseur de produits agricoles du continent, avec des exportations atteignant en moyenne 4.5 milliards de dollars par an, soit 23 pour cent de toutes les importations mondiales de produits agricoles africains. Viennent ensuite la Côte d'Ivoire, le Maroc, le Kenya, l'Égypte et le Ghana. C'est également dans ces pays (cf. chapitre 2) que la présence de grandes entreprises agroalimentaires est la plus marquée. La part agrégée des dix fournisseurs africains les plus importants représente plus des trois quarts des importations mondiales de produits agricoles provenant de l'ensemble du continent africain. Le tableau 1.A1 en annexe présente le classement des principaux pays exportateurs africains par catégories de produits.

Quatrièmement, les importations chinoises de produits agricoles africains ont augmenté rapidement au cours des dix dernières années, même si elles étaient très limitées au départ (tableau 1.7), pour atteindre une moyenne annuelle de près de 1 milliard de dollars en 2004-06. Les deux pays du monde les plus peuplés, la Chine et l'Inde, font à présent partie des plus importants marchés d'exportation des produits agricoles africains, en comptabilisant environ 7 pour cent de toutes les importations mondiales de produits agricoles africains.

Lorsqu'on compare la Chine et l'Inde, il est important de souligner que la part des produits africains dans le total de leurs importations agricoles est trois fois plus importante pour

l'Inde (10.2 pour cent en 2004-06) que pour la Chine (3.4 pour cent). Alors que la plupart des importations chinoises de produits agricoles africains concernent des produits bruts, les importations indiennes sont constituées aux deux tiers environ de produits horticoles, ce qui reflète les liens historiques unissant l'Inde et l'Afrique de l'Est (tableau 1.8).

Enfin, le tableau 1.9 donne une évaluation des échanges agricoles intra-régionaux en Afrique, ainsi que de leur importance pour quatre grands pays africains : l'Algérie, l'Égypte, le Nigeria et l'Afrique du Sud. On estime qu'en 2001-03 les échanges agricoles intra-africains représentaient entre 16 et 17 pour cent environ du total des échanges intra-régionaux africains, pour une valeur moyenne annuelle de 2.8 milliards de dollars (les données de la période plus récente ne sont pas disponibles). Les données sur les quatre grands pays africains présentés laissent penser que le marché s'est rapidement diversifié au cours de la dernière décennie, un plus grand nombre de produits transformés étant échangés entre les pays africains¹⁰.

36

Tableau 1.5. Total des importations de marchandises et de produits agricoles africains

	[A]	[B]	[C]	[D]	[E]
	Importations totales de marchandises provenant d'Afrique (milliards de \$)	Part de l'Afrique dans les importations mondiales de marchandises (%)	Importations totales de produits agricoles provenant d'Afrique (milliards de \$)	Part de l'Afrique dans les importations mondiales de produits agricoles (%)	Part de l'agriculture dans le total [C/A] (%)
1985	80.1	4.5	9.8	5.4	12.2
1986	65.0	3.3	11.1	5.4	17.1
1987	68.1	3.0	10.7	4.5	15.7
1988	71.0	2.7	10.4	3.9	14.6
1989	81.9	2.8	10.6	3.7	12.9
1990	98.9	3.0	11.4	3.7	11.5
1991	94.0	2.8	10.8	3.4	11.5
1992	95.3	2.6	10.5	3.0	11.0
1993	87.3	2.4	10.0	3.1	11.4
1994	92.7	2.3	12.5	3.3	13.5
1995	107.3	2.2	15.3	3.5	14.3
1996	125.5	2.4	16.3	3.4	13.0
1997	129.2	2.4	15.8	3.4	12.2
1998	112.2	2.1	16.6	3.7	14.8
1999	120.2	2.1	15.8	3.6	13.1
2000	154.6	2.4	14.8	3.4	9.6
2001	151.9	2.5	15.3	3.4	10.1
2002	153.7	2.4	16.8	3.5	10.9
2003	187.2	2.5	20.4	3.7	10.9
2004	241.4	2.6	22.8	3.6	9.4
2005	300.3	2.9	23.0	3.4	7.7
2006 ^p	355.4	3.1	22.5	3.2	6.3
Taux de croissance	7.35		4.03		

Note: Les 53 pays africains sont inclus dans ce tableau. ^p: données provisoires.

Source: Comtrade/Nations unies (données consultées sur le site wits.worldbank.org).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/402856173746>

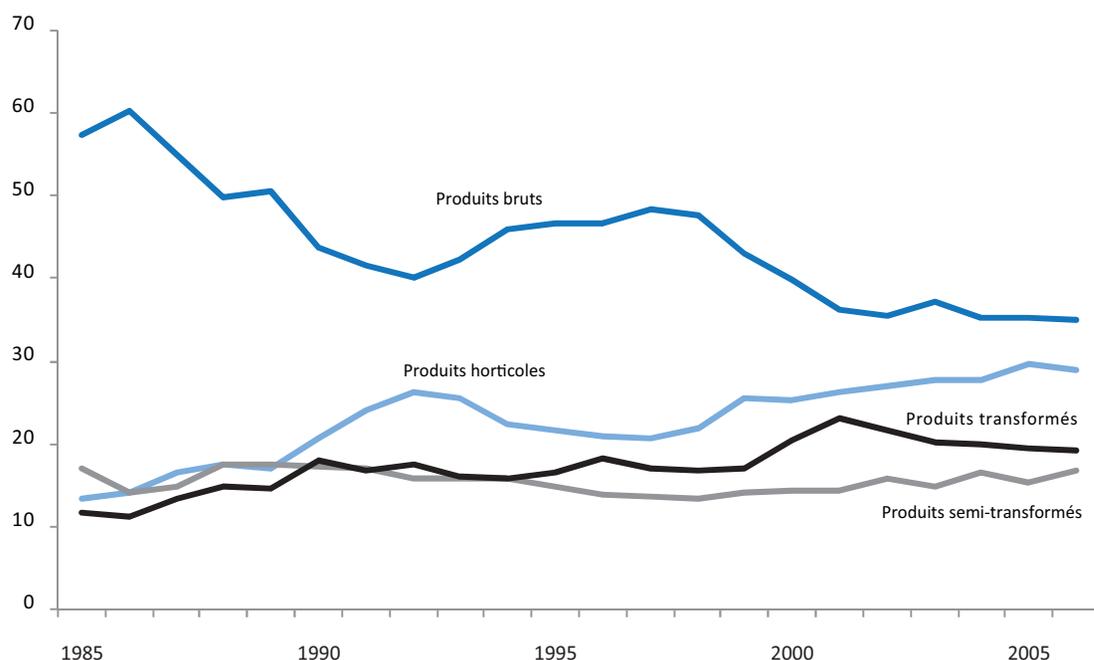
Tableau 1.6. Importations mondiales de produits agricoles provenant d'une sélection de pays africains (Tous produits agricoles)

	Moyenne 2000-06	
	Montant (millions de \$)	Part* (%)
Afrique du Sud	4 499	23.2
Côte d'Ivoire	3 153	16.3
Maroc	1 370	7.1
Kenya	1 328	6.9
Égypte	1 328	6.9
Ghana	999	5.2
Cameroun	636	3.3
Tunisie	511	2.6
Nigeria	484	2.5
Zimbabwe	461	2.4
Éthiopie	458	2.4
Soudan	457	2.4
Maurice	375	1.9
Tanzanie	343	1.8
Madagascar	311	1.6
Ouganda	262	1.4
Bénin	227	1.2
Swaziland	224	1.2
Burkina Faso	223	1.2
Mali	208	1.1
Togo	168	0.9
Zambie	153	0.8
Sénégal	153	0.8
Malawi	139	0.7
Mozambique	122	0.6
Total de ces pays	18 593	96.0
Total Afrique (53)	19 368	100.0

Note: *Part en pourcentage des 53 pays africains. Les données de 2006 sont provisoires.

Source: Comtrade/Nations unies (données consultées sur le site wits.worldbank.org).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/402861406278>

Figure 1.5. Les importations mondiales de produits agricoles africains par catégories de produits, 1985-2006


Source: Comtrade/Nations unies.

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/402538758400>
Tableau 1.7. La Chine et l'Inde : importations de produits agricoles africains
 (millions de \$ et %)

		1995-97	1998-2000	2001-03	2004-06
Chine	Importations de produits agricoles africains	166	57	174	953
	% des importations mondiales de produits agricoles africains	1.1	0.4	1.0	4.2
	Importations de marchandises africaines	1 783	3 135	6 193	21 826
	% des importations mondiales de marchandises africaines	1.5	2.4	3.8	7.3
	Part de l'Afrique dans les importations chinoises de produits agricoles (en %)	1.6	0.7	1.2	3.4
Inde	Importations de produits agricoles africains	222	369	403	594
	% des importations mondiales de produits agricoles africains	1.4	2.3	2.3	2.6
	Importations de marchandises africaines	2 589	4 180	3 072	4 348
	% des importations mondiales de marchandises africaines	2.1	3.2	1.9	1.5
	Part de l'Afrique dans les importations indiennes de produits agricoles (en %)	9.0	10.1	8.8	10.2
Monde	Importations de produits agricoles africains	15 795	15 712	17 535	22 730

Importations de marchandises africaines	120 645	128 985	164 287	299 007
Part de l'Afrique dans les importations mondiales de produits agricoles (en %)	3.4	3.5	3.5	3.4

Note: Les chiffres sont des moyennes sur trois ans. Les données 2006 sont provisoires.

Source: Comtrade/Nations unies (données consultées sur le site wits.worldbank.org).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/402886414503>

Tableau 1.8. La Chine et l'Inde : importations de produits agricoles africains par catégories de produits (en %)

Exportations de l'Afrique vers	Part des produits	1995-97	1998-2000	2001-03	2004-06
Chine	Produits bruts	89.4	51.6	51.2	87.7
	Produits horticoles	1.1	3.6	1.6	0.9
	Produits transformés	2.5	2.7	9.9	1.5
	Produits semi-transformés	7.1	42.1	37.3	9.9
Total de la Chine		100.0	100.0	100.0	100.0
Inde	Produits bruts	9.3	29.2	37.9	21.7
	Produits horticoles	76.6	62.2	46.0	64.3
	Produits transformés	1.2	0.8	1.0	3.0
	Produits semi-transformés	13.0	7.8	15.1	11.0
Total de l'Inde		100.0	100.0	100.0	100.0
Monde	Produits bruts	47.3	43.5	36.3	35.2
	Produits horticoles	21.3	24.3	27.0	28.8
	Produits transformés	17.4	18.2	21.7	19.7
	Produits semi-transformés	14.1	13.9	14.9	16.2
Total mondial		100.0	100.0	100.0	100.0

Note: Les chiffres sont des moyennes sur trois ans. Les données 2006 sont provisoires.

Source: Comtrade/Nations unies (données consultées sur le site wits.worldbank.org).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/403004422714>

Tableau 1.9. Échanges intra-africains de produits agricoles, 1995-2006

Pays ayant publié des données	Montant des importations de produits agricoles africains (millions de \$)			
	1995-97	1998-2000	2001-03	2004-06
Algérie	85 (6.5)	128 (7.8)	91 (3.2)	132 (5.4)
Égypte	123 (9.4)	135 (8.2)	183 (6.5)	70 (2.8)
Nigeria	25 (1.9)	25 (1.5)	152 (5.4)
Afrique du Sud	181 (13.8)	123 (7.5)	135 (4.8)	197 (8.0)
Total de ces pays	414 (31.6)	411 (25.0)	561 (19.9)
Total Afrique	1 309 (100)	1 656 (100)	2 820 (100)	2 461 (100)
Nombre de pays ayant publié des données	34	36	40	29

Catégories de produits (part, en %)				
Produits bruts	45.8	40.0	29.5	27.0
Produits horticoles	6.5	6.2	6.7	7.7
Produits semi-transformés	20.2	20.5	20.7	20.9
Produits transformés	27.5	33.3	43.1	44.4
Total	100.0	100.0	100.0	100.0
Pour mémoire				
Part de l'agriculture dans le total des échanges intra-régionaux africains	15.4	17.6	16.4	11.5

Note: Les chiffres sont des moyennes sur trois ans. Les données 2006 sont provisoires. Les données du Nigeria ne sont pas disponibles pour 2004-06.

Source: Comtrade/Nations unies (données consultées sur le site wits.worldbank.org).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/403014741723>

LES POLITIQUES AGRICOLES DE L'OCDE ET L'AFRIQUE

Le secteur agricole des pays africains est bien sûr influencé par leurs politiques nationales et douanières, mais il peut aussi l'être par les politiques menées par d'autres, à travers leurs effets sur les prix mondiaux. Comme les pays de l'OCDE jouent un rôle majeur dans les échanges de produits agricoles, leurs politiques nationales et douanières peuvent avoir des répercussions — positives ou négatives — sur le développement du secteur agricole africain.

Le soutien à l'agriculture dans les pays de l'OCDE

Quel est le niveau de l'aide reçue pour l'agriculture ? Depuis le milieu des années 1980, l'OCDE utilise différents indicateurs pour suivre le niveau de soutien apporté à son agriculture. L'estimation du soutien aux producteurs (ESP) est l'un des plus fréquemment utilisés. Cet indicateur mesure la valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables au titre du soutien apporté aux producteurs agricoles, au départ de l'exploitation, découlant des politiques de soutien agricole, quels que soient leur nature, leurs objectifs ou leurs effets sur le revenu ou la production des exploitations agricoles. Plus particulièrement, le niveau de soutien mesuré par l'ESP inclut : *i*) les écarts entre les prix des produits agricoles sur le marché mondial et sur le marché intérieur, c'est-à-dire le soutien aux prix du marché ; *ii*) les paiements budgétaires accordés aux exploitants agricoles qui apparaissent dans les comptes publics ; et *iii*) les recettes budgétaires auxquelles on a renoncé pour accorder des réductions d'impôts ou de redevances qui diminuent les coûts des intrants agricoles (par exemple crédit d'investissement et utilisation d'énergie et d'eau).

Selon les évaluations les plus récentes de l'ESP effectuées par l'OCDE, l'ensemble de ses membres a consacré 268 milliards de dollars au soutien des producteurs agricoles en 2006 (OCDE, 2007a). Même si le niveau de l'aide demeure élevé et varie considérablement selon les pays, l'ESP moyenne dans l'OCDE est passée de 38 pour cent des recettes des exploitations agricoles en 1986-88 à 29 pour cent en 2004-06. En 2006, elle était évaluée à 27 pour cent (figure 1.7).

L'estimation du soutien total (EST) est un autre indicateur important du niveau de soutien accordé à l'agriculture. Il combine l'ESP et le soutien aux services généraux fournis à l'agriculture, par exemple en recherche et développement, inspection, infrastructures, marketing et promotion¹¹.

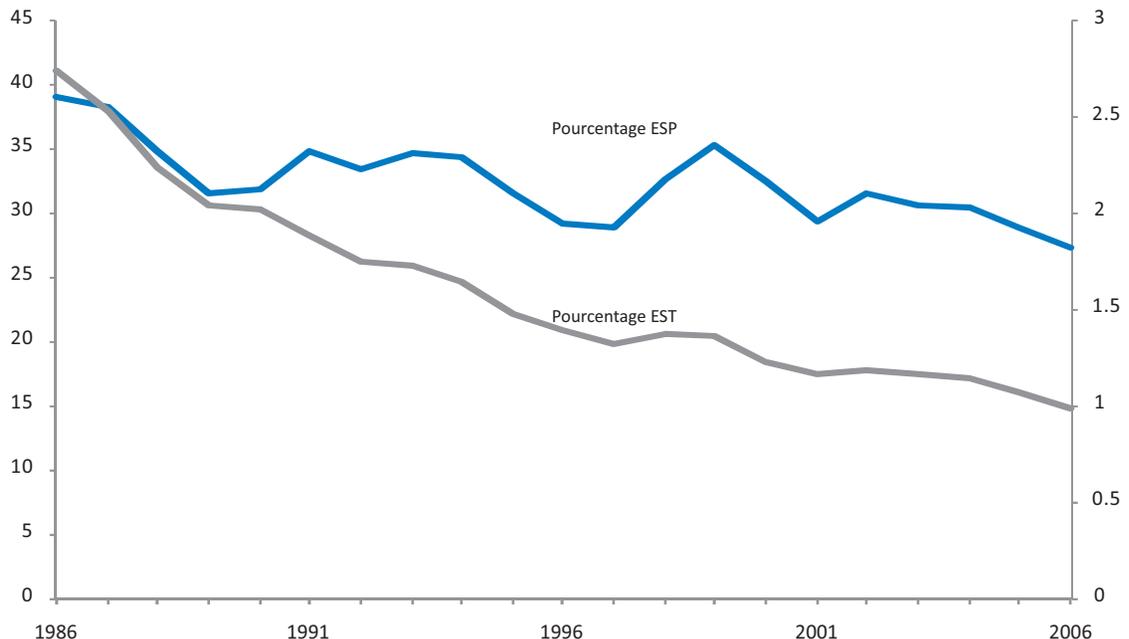
Comme le montre la figure 1.6, on constate également une tendance à la baisse de l'EST exprimée en pourcentage du PIB de l'OCDE. Elle était estimée à 1 pour cent du PIB de l'OCDE en 2006, contre 2.5 pour cent en 1986-88.

On note également un recul des formes de soutien qui entraînent le plus de distorsions sur la production et les échanges, c'est-à-dire celles qui sont liées à la production de marchandises ; en 2004-06, elles représentaient 60 pour cent du soutien aux producteurs, contre 82 pour cent en 1986-88. Dans de nombreux pays, les producteurs ont une grande latitude dans le choix des marchandises qu'ils peuvent produire pour satisfaire aux conditions d'octroi de soutiens, tels que les paiements actuels à la surface ou le soutien fondé sur un historique de production ou sur une production fixe. Cependant, la composante la plus importante du soutien aux producteurs demeure le soutien à la production de produits spécifiés.

L'indicateur le plus sûr du niveau de soutien accordé à l'agriculture de l'OCDE selon les produits est sans doute le coefficient nominal de protection des producteurs (CNP). Il s'agit du ratio entre le prix moyen perçu par les producteurs (au départ de l'exploitation), qui comprend les paiements par tonne d'extrait, et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation). Par exemple, un CNP d'une valeur de 2 indique que le prix perçu par les exploitants agricoles est deux fois plus élevé que le prix à la frontière. On peut l'interpréter comme une estimation du taux nominal de protection des producteurs ou comme le taux implicite de subvention à l'exportation des produits qui sont effectivement vendus sur des marchés étrangers.

La figure 1.7 compare les CNP selon les produits entre les périodes 1986-88 et 2004-06. Le soutien accordé à la plupart des 16 produits agricoles a connu une baisse assez importante (à la seule exception de la laine, dont le CNP est très bas, presque égal à 1), comme pour le riz, le lait, le tournesol, le blé, d'autres céréales et le colza. Le riz, le sucre, le lait et les produits carnés restent néanmoins les produits les plus protégés par des politiques de prix.

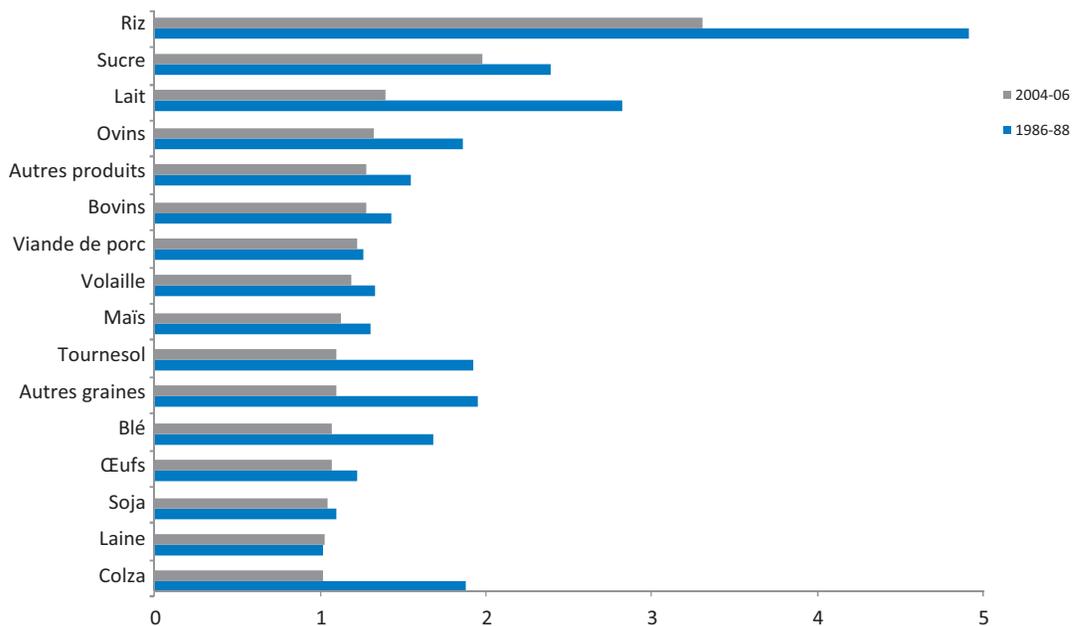
Figure 1.6. Soutien à l'agriculture : ensemble des pays de l'OCDE



Notes: Pourcentage ESP (estimation du soutien aux producteurs, échelle de gauche) : les transferts ESP exprimés comme part des recettes brutes des exploitations agricoles.

Pourcentage EST (estimation du soutien total, échelle de droite) : total des transferts vers le secteur agricole exprimé comme pourcentage du PIB.

Source: OCDE, base de données ESP/ESC 2007.
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/402545663205>

Figure 1.7. Soutien à l'agriculture par produit dans les pays de l'OCDE*


Note: *Coefficient nominal de protection des producteurs (CNP).

Source: OCDE, 2007a, tableau III.2

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/402564653833>

Protection tarifaire

Les tarifs douaniers applicables aux produits agricoles ont chuté, conformément aux engagements pris en vertu de l'accord sur l'agriculture conclu lors du cycle de l'Uruguay, mais ils demeurent relativement élevés. Le tableau 1.10 donne la moyenne simple des taux appliqués par les nations les plus favorisées (NPF) et la distribution statistique, par fourchettes de droits, des lignes tarifaires et des parts d'importation des produits agricoles dans les deux plus grands marchés d'importation des produits africains, l'UE et les États-Unis. Comme le montre ce tableau, la moyenne arithmétique des tarifs douaniers sur les produits agricoles imposés par l'UE est de 15.1 pour cent, contre 5.3 pour cent pour les États-Unis. Les tarifs douaniers les plus élevés (plus de 15 pour cent) couvrent 28.6 pour cent des lignes tarifaires dans l'UE et 5.9 pour cent aux États-Unis. Parallèlement, les importations en franchise de droits représentent plus de 30 pour cent de toutes les lignes tarifaires agricoles dans l'UE comme aux États-Unis.

Tableau 1.10. Tarifs douaniers et importations dans l'UE et aux États-Unis : produits agricoles

A. Union européenne										
	Moyenne simple	En franchise de droits	0<=5	5<=10	10<=15	15<=25	25<=50	50<=100	>100	SDAV
		Lignes tarifaires* et valeurs des importations (en %)								en %
Appliqué par les NPF, 2006	15.1	31.1	9.2	15.9	12.2	11.2	10.0	6.3	1.1	31.0
Part des importations, 2005	-	43.2	12.4	13.8	9.2	4.8	9.4	6.6	0.7	24.5

B. États-Unis										
	Moyenne simple	En franchise de droits	0<=5	5<=10	10<=15	15<=25	25<=50	50<=100	>100	SDAV
		Lignes tarifaires* et valeurs des importations (en %)								
Appliqué par les NPF, 2006	5.3	32.9	42.2	13.0	5.6	2.9	1.7	0.7	0.6	39.9
Part des importations, 2005	-	41.0	33.9	17.2	2.7	1.8	1.8	0.5	0.3	33.9

Notes: * Le nombre de codes des lignes tarifaires appliquées par les NPF (SH) est de 3 138 pour l'UE et de 1 619 pour les États-Unis ; ** SDAV : sans tarifs douaniers ad valorem.

Source: OMC-CCI-CNUCED (2007).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/403054044863>

Les exportateurs africains bénéficient de taux tarifaires inférieurs à la moyenne dans ces deux marchés importants. Cela ne signifie pas que les exportateurs africains expédient des produits soumis à des tarifs inférieurs à la moyenne (par exemple des produits non transformés), mais plutôt que ces pays de l'OCDE offrent aux pays en développement, y compris ceux d'Afrique, un accès préférentiel à des tarifs inférieurs à la moyenne en vertu de leurs accords commerciaux préférentiels non réciproques. Il s'agit par exemple du Système généralisé de préférences (SGP), du Système généralisé de préférences pour les pays les moins avancés (SGP-PMA), connu sous le terme de « Tout sauf les armes » (TSA) dans l'UE, ou des programmes spéciaux touchant des pays particuliers, comme la Loi américaine sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (Agoa), et les accords passés par l'UE avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (accord ACP-CE dit « accord de Cotonou »).

Bien que ces programmes non réciproques excluent certains produits, une étude de l'OCDE (OCDE, 2007b) a récemment montré que les États-Unis offrent une marge de préférence moyenne de 2 points de pourcentage (réduction de 14 pour cent par rapport à son taux moyen NPF) aux pays visés par son programme de SGP, et de 8 points de pourcentage (réduction de 44 pour cent) aux pays visés par ses programmes de SGP-PMA et l'Agoa. La mécanique du SGP de l'UE offre aux pays admissibles une marge de préférence moyenne de 2 points de pourcentage (aboutissant à une réduction de 8 pour cent par rapport au taux NPF moyen). Les pays régis par la mécanique de l'ACP bénéficient d'une marge de préférence moyenne de près de 10 points de pourcentage (soit une réduction de 39 pour cent), alors que les PMA se voient accorder une marge de préférence moyenne de près de 24 points de pourcentage (réduction de 94 pour cent).

Pour les pays éligibles et capables de les utiliser, ces marges de préférence sont susceptibles de générer des bénéfices qui dépassent largement ce que peut offrir le marché. Selon les estimations de l'OCDE, la valeur de la marge préférentielle offerte par le Canada, le Japon, l'UE et les États-Unis s'est élevée en moyenne à 1.4 milliard de dollars par an entre 2001 et 2003 (OCDE, 2007b). La plus grande partie (80 pour cent) de la valeur supplémentaire apportée par l'accès préférentiel a été générée par les mécanismes mis en place par l'UE, en tout premier lieu le programme ACP. Les deux principaux bénéficiaires en ont été Maurice et la Côte d'Ivoire, avec une marge de préférence atteignant respectivement une valeur moyenne de 159 et 81 millions de dollars par an. Les produits ayant généré les revenus supplémentaires les plus importants ont été le sucre, la banane et le tabac, à travers le programme ACP de l'UE. Mais le montant de ces bénéfices va chuter dans le futur : l'UE a en effet réformé sa politique intérieure visant le sucre et son système d'importation des bananes.

CONCLUSIONS

Les exportations mondiales de produits agricoles ont considérablement augmenté entre 1985 et 2005, non seulement parce que les pays déjà partenaires ont intensifié leurs échanges, mais aussi parce que de nouveaux pays participent à la mondialisation des marchés. La croissance des échanges de produits agricoles n'a cependant pas été aussi rapide que celle des échanges de marchandises dans leur ensemble, d'où une diminution de la part de l'agriculture dans les échanges mondiaux ces dernières années. Le recul de la part de l'agriculture dans le total des échanges de marchandises est une tendance qui touche toutes les catégories de pays par niveaux de revenus et tous les groupes de pays, ce qui est cohérent avec le fait que l'agriculture représente une part décroissante du revenu économique des pays.

44

Les données sur les échanges montrent également que, si de plus en plus de pays y prennent part, la majorité de ces échanges ne concerne toujours qu'un nombre relativement faible de pays. Le ratio de concentration des 20 premiers pays exportateurs demeure très élevé : 73 pour cent des exportations mondiales de produits agricoles en 2005. Les PMA, groupe de pays auquel le programme de Doha pour le développement accorde une attention particulière, participent peu à l'intensification des échanges de produits agricoles : ils représentent moins de 1 pour cent du total. Les pays de l'OCDE continuent de dominer les échanges mondiaux de produits agricoles, même si leur part a quelque peu décliné au cours des 20 dernières années. La plupart de gains réalisés l'ont été par quelques pays émergents et pays en développement qui ne sont pas des PMA.

Concernant les quatre sous-secteurs agricoles — produits bruts, horticoles, semi-transformés et transformés —, ce sont les échanges de produits transformés qui sont les plus dynamiques. Leur taux de croissance (9.1 pour cent par an) est comparable à celui des produits non agricoles. La part que représente ce groupe dans les échanges de produits agricoles s'est donc régulièrement accrue (44 pour cent du total des exportations en 2005). D'autre part, ce sont les échanges de produits bruts qui ont connu le taux de croissance le plus faible (2.8 pour cent par an) : leur part dans les échanges agricoles a considérablement décliné depuis le milieu des années 1980 et n'était plus que de 18 pour cent en 2005. On constate qu'une bonne partie des échanges mondiaux de produits agroalimentaires est devenue moins dépendante du seul potentiel des cultures de base et s'est déplacée vers l'aval des chaînes de valeur.

En ce qui concerne les pays africains, les données « miroir » (les importations mondiales de produits agricoles de tous les pays partenaires de l'Afrique) montrent qu'ils ont eux aussi participé à l'intensification des échanges mondiaux de produits agricoles, même s'ils ne représentent qu'une part plutôt modeste du total mondial. De plus, les pays africains ont suivi les mêmes tendances que les autres pays : la part des produits agricoles dans les importations mondiales de toutes les marchandises provenant d'Afrique a chuté, passant de 15 pour cent en 1985-87 à 7.8 pour cent en 2004-06. Pour générer des recettes en devises étrangères, l'Afrique dépend donc davantage des produits non agricoles, en particulier pétrole et minerais.

La composition sectorielle des exportations africaines a évolué, mais de façon quelque peu différente de ce qui s'est passé à l'échelle mondiale. Selon les données commerciales « miroir », en Afrique, c'est le secteur horticole, quoique partant d'une base relativement limitée, qui a connu la croissance la plus rapide, ce qui en fait désormais le deuxième secteur d'exportation en importance. Malgré ce dynamisme, comparée à l'Asie et l'Amérique latine, l'Afrique demeure un acteur secondaire sur le marché mondial des produits horticoles (Centre de développement de l'OCDE, 2007, chapitre 3). La diversification vers des produits semi-transformés et transformés nécessiterait une certaine combinaison de services logistiques, de compétences (par exemple pour le contrôle de la qualité et les mesures sanitaires et phytosanitaires) et d'infrastructures, dont de nombreux pays africains sont actuellement dépourvus. C'est pourquoi l'« aide au commerce » est récemment apparue comme un programme politique clé pour l'Afrique (cf chapitre 3).

Si la part des recettes d'exportation tirée des produits bruts a sensiblement diminué pendant la période considérée, les données « miroir » montrent également que ce sont toujours ces

produits qui apportent au continent la plus grosse part des gains qu'il tire des exportations de produits agricoles. Selon les projections les plus récentes (FAO, 2007), les cultures vivrières devraient se maintenir à des prix élevés en 2008 en raison de leur utilisation croissante dans la production de biocarburants et d'une demande alimentaire accrue, associées à des conditions de l'offre plus difficiles. Ces perspectives du marché peuvent considérablement stimuler l'activité des exportateurs africains de produits bruts.

L'accès au marché des produits agricoles s'est amélioré avec la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de l'accord sur l'agriculture du cycle de l'Uruguay. Toutefois, les soutiens nationaux, les subventions à l'exportation et les tarifs douaniers ont toujours une incidence sur le paysage mouvant des échanges mondiaux de produits agricoles. Parce qu'elles aident les exploitants agricoles à travers des transferts de fonds ou un soutien des prix du marché, on a accusé les politiques agricoles des pays de l'OCDE d'empêcher les pays en développement, notamment ceux d'Afrique, de poursuivre l'expansion de leur secteur agricole. Si de telles critiques sont certainement justifiées dans le cas du coton et de quelques autres produits, des analyses plus récentes ont remis en question ces idées reçues. De nombreux pays africains sont en effet des importateurs nets d'aliments ; à ce titre, ils subiraient probablement des pertes, au moins à court terme, en cas de libéralisation accrue des échanges et de hausse des prix mondiaux (Ashraf *et al.*, 2005). De surcroît, les pays en développement exportateurs ne supportent pas nécessairement tout le poids des tarifs douaniers relativement élevés de l'OCDE, dans la mesure où de nombreux pays de l'OCDE offrent un accès préférentiel aux pays en développement, notamment de nombreux pays d'Afrique¹². En cas de succès des négociations du programme de Doha pour le développement, quels en seront les effets sur les pays en développement ? Cela dépendra bien évidemment de la portée de l'entente qui sera conclue, mais également des particularités de chacun des pays. Ainsi, les pays africains seront touchés différemment selon leur situation commerciale agricole nette.

ANNEXE

Tableau 1.A1. Importations agricoles mondiales provenant d'une sélection de pays africains, par catégories de produits

A. Produits bruts			B. Produits horticoles		
	Moyenne 2000-06			Moyenne 2000-06	
	Montant (millions de \$)	Part (%)		Montant (millions de \$)	Part (%)
Côte d'Ivoire	1 971	28.1	Afrique du Sud	1 798	33.4
Ghana	755	10.8	Maroc	879	16.3
Kenya	577	8.2	Kenya	514	9.6
Égypte	395	5.6	Côte d'Ivoire	445	8.3
Nigeria	362	5.2	Égypte	419	7.8
Éthiopie	358	5.1	Madagascar	245	4.5
Cameroun	325	4.6	Cameroun	237	4.4
Afrique du Sud	285	4.1	Zimbabwe	120	2.2
Ouganda	199	2.8	Tunisie	112	2.1
Mali	196	2.8	Ghana	105	1.9
Burkina Faso	188	2.7	Tanzanie	87	1.6
Soudan	185	2.6	Guinée-Bissau	48	0.9
Zimbabwe	184	2.6	Ouganda	45	0.8
Tanzanie	183	2.6	Zambie	35	0.6
Bénin	179	2.6	Nigeria	32	0.6
Togo	131	1.9	Sénégal	30	0.6
Zambie	83	1.2	Soudan	28	0.5
Malawi	73	1.0	Bénin	26	0.5
Tchad	67	1.0	Comores	24	0.4
Mozambique	49	0.7	Mozambique	24	0.4
Burundi	39	0.6	Algérie	22	0.4
Rwanda	37	0.5	Éthiopie	21	0.4
Guinée	36	0.5	Namibie	19	0.4
Madagascar	22	0.3	Swaziland	18	0.3
Sénégal	21	0.3	Malawi	10	0.2
Total	6 900	98.5	Total	5 341	99.2
Total Afrique (53)	7 003	100	Total Afrique (53)	5 385	100

C. Produits semi-transformés			D. Produits transformés		
	Moyenne 2000-06			Moyenne 2000-06	
	Montant (millions de \$)	Part (%)		Montant (millions de \$)	Part (%)
Côte d'Ivoire	600	20.0	Afrique du Sud	1 818	45.7
Afrique du Sud	599	19.9	Maurice	331	8.3
Tunisie	339	11.3	Égypte	330	8.3
Soudan	193	6.4	Maroc	315	7.9
Égypte	184	6.1	Swaziland	198	5.0
Maroc	172	5.7	Kenya	145	3.6
Ghana	126	4.2	Côte d'Ivoire	137	3.4
Kenya	91	3.0	Zimbabwe	134	3.4
Sénégal	83	2.8	Namibie	61	1.5
Nigeria	75	2.5	Tunisie	57	1.4
Éthiopie	61	2.0	Soudan	52	1.3
Cameroun	60	2.0	Botswana	52	1.3
Tanzanie	54	1.8	Malawi	48	1.2
Somalie	52	1.7	Mozambique	31	0.8
Maurice	35	1.2	Zambie	30	0.8
Madagascar	28	0.9	Rép. dém. du Congo	21	0.5
Zimbabwe	24	0.8	Burkina Faso	21	0.5
Tchad	19	0.6	Tanzanie	19	0.5
Mozambique	18	0.6	Sénégal	19	0.5
Namibie	18	0.6	Éthiopie	17	0.4
Togo	17	0.6	Madagascar	16	0.4
Ouganda	16	0.5	Nigeria	16	0.4
Mauritanie	14	0.5	Togo	15	0.4
Djibouti	14	0.5	Cameroun	15	0.4
Libye	14	0.5	Ghana	14	0.3
Total	2 909	96.7	Total	3 909	98.4
Total Afrique (53)	3 007	100.0	Total Afrique (53)	3 974	100.0

Source: Comtrade/Nations unies (données consultées sur le site wits.worldbank.org).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/403023123677>

NOTES

1. La discussion est développée dans OCDE (2006, chapitre 1) et Banque mondiale (2007, chapitre 4).
2. Pour plus de détails sur la raison d'être du système de classification des produits, voir Regmi *et al.* (2005). Il faut toutefois noter que ce système de classification ne renvoie qu'aux produits agricoles et agroalimentaires sans tenir compte des poissons et de leurs dérivés.
3. Pendant la période 1985-2005, le nombre de pays d'ASS ayant publié des données varie considérablement (de six à 35).
4. Cela gonfle nécessairement la valeur de leurs échanges dans la mesure où le montant des importations inclut d'habitude le coût assurance et fret (CAF), à la différence du montant des exportations qui est calculé franco à bord (FAB).
5. Tous les montants sont indiqués en dollars des États-Unis non indexés.
6. Les moyennes des pays présentées dans cette section sont calculées à partir des années pour lesquelles les données étaient disponibles.
7. La classification des pays par revenu vient de la Banque mondiale et s'appuie sur le revenu national brut par habitant de 2005 ; <http://siteresources.worldbank.org/DATASTATISTICS/Resources/CLASS.XLS>. Les totaux des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure excluent les données de six membres de l'OCDE.
8. Si on inclut les échanges intra-UE, la part des pays de l'OCDE dans les échanges mondiaux est considérablement plus élevée, avec une moyenne de 74 pour cent du total au cours des quatre dernières années.
9. L'analyse de cette section s'appuie sur les données commerciales « miroir » (CAF), de sorte qu'elles ne sont pas nécessairement comparables aux données d'exportation (FAB).
10. Il faut noter que le tableau 1.9 est dressé à partir des données commerciales officielles rapportées à la base de données Comtrade/Nations unies. Plusieurs données d'enquête mentionnées dans une récente étude de l'OCDE montrent qu'une grande quantité de produits agricoles sont échangés entre l'Afrique orientale et l'Afrique australe sans nécessairement passer par les douanes (OCDE, 2007c). Ces échanges informels de produits agricoles représenteraient une part importante des échanges transfrontaliers régionaux. Il est par conséquent possible que le montant des échanges intra-régionaux africains de produits agricoles soit en réalité beaucoup plus important que ce qu'indique le tableau 1.9.
11. Net des recettes budgétaires associées (par exemple par l'entremise des contributions financières des producteurs).
12. Dans le secteur de l'agriculture, la capacité de nombreux pays africains à récolter tous les bénéfices des préférences commerciales est toutefois limitée par les contraintes nationales liées à l'offre et, plus généralement, par la faiblesse de l'environnement d'affaires. Un meilleur accès au marché devrait donc être complété par l'« aide au commerce » (cf. chapitre 3).

RÉFÉRENCES

ASHRAF, N., M. McMILLAN et A. P. ZWANE (2005), "My Policies or Yours: Does OECD Support for Agriculture Increase Poverty in Developing Countries?" *NBER Working Paper W11289*, mai.

BANQUE MONDIALE (2007), *Rapport sur le développement dans le monde 2008 : l'agriculture au service du développement*, Washington, D.C.

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE (2007), *Entreprendre pour le développement : Promouvoir le secteur privé*, Paris.

FAO (2007), *Perspectives alimentaires : Analyse des marchés mondiaux*, novembre, Rome.

OCDE (2006), *Dynamiser les échanges : Les enjeux du développement dans le système commercial multilatéral*, Études de l'OCDE sur la politique commerciale, Paris.

OCDE (2007a), *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation*, Paris.

OCDE (2007b), *Preferential Trade Agreements: How Much do They Benefit Developing Economies?*, Paris.

OCDE (2007c), « Informal Cross-Border Trade and Trade Facilitation: the Case of sub-Saharan Africa », TAD/TC/WP(2007)20, novembre, Paris.

OMC-CCI-CNUCED (2007), *Profils tarifaires dans le monde 2006*, Genève.

REGME, A., M. GEHLHAR, J. WAINIO, T. VOLRATH, P. JOHNSTON et N. KATHURIA (2005), « Market Access for High-Value Foods », rapport électronique du Economic Research Service, USDA/ERS Report n° 840, février.

ABRÉV. ACRONYMES

Abréviations et acronymes

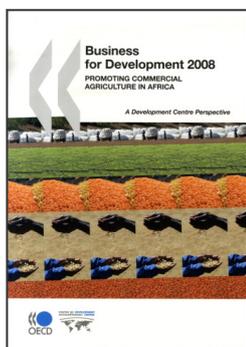
ACP	Pays d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
AGOA	Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (États-Unis)
AID	Association internationale de développement
AP	Aide publique
APD	Aide publique au développement
ASS	Afrique subsaharienne
BAfD	Banque africaine de développement
BDRCC	Base de données conjointe OMC/OCDE sur le renforcement des capacités commerciales
CAD	Comité d’aide au développement de l’OCDE
CAE	Communauté d’Afrique de l’Est
CCD	Comité du commerce et du développement (OMC)
CCI	Centre du commerce international
COMTRADE	Base de données de statistiques du commerce des produits de l’ONU
CE	Commission européenne
CNP	Coefficient nominal de protection des producteurs
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
COMESA	Marché commun d’Afrique orientale et australe
DFID	Ministère britannique du Développement international
EST	Estimation du soutien total
FAfD	Fonds africain de développement
FAO	Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
GEI	Groupe d’évaluation indépendant (Banque mondiale)
IDE	Investissement direct étranger
ILRI	Institut international de recherche sur le bétail
KTDA	Agence kenyane de développement du thé

NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NPF	Nation la plus favorisée
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONUINDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
PMA	Pays les moins avancés
SGP (-PMA)	Système généralisé de préférences (pour les pays les moins avancés)
SNPC	Système de notification des pays créanciers
SPS	Mesures sanitaires et phytosanitaires
TSA	Tout sauf les armes (initiative)
UE	Union européenne
UICN	Union mondiale pour la nature
USAIDI	Agence des États-Unis pour le développement international

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières

PRÉFACE	9
ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES	11
INTRODUCTION ET VUE D'ENSEMBLE	13
CHAPITRE UN Les échanges mondiaux de produits agricoles et l'Afrique	23
CHAPITRE DEUX Dans la cour des grands : les entreprises agroalimentaires en Afrique	51
CHAPITRE TROIS L'aide au commerce et à l'agriculture	83
CHAPITRE QUATRE Libérer le potentiel de l'agriculture : les leçons à tirer de cinq pays	109



Extrait de :
Business for Development 2008
Promoting Commercial Agriculture in Africa

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264044708-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2009), « Les échanges mondiaux de produits agricoles et l'Afrique », dans *Business for Development 2008 : Promoting Commercial Agriculture in Africa*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264044890-3-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.